

Beilagen.

A.

Les armées combinées ayant occupé une partie de la Saxe, et étant à la veille d'entrer en d'autres provinces de l'Allemagne, les Souverains alliés ont jugé nécessaire de se concerter sur le mode, d'après lequel les pays occupés par leurs troupes doivent être administrés au plus grand avantage de la cause commune,

A cet effet

S. M. l'Empereur d'Autriche a nommé

S. M. l'Empereur de Russie

S. M. le Roi de Prusse

S. M. le Roi de la grande Bretagne

S. M. le Roi de Suède,

Lesquels en suivant les sentimens de modération et de justice qui caractérisent si éminemment les Souverains alliés, et considérant que la guerre actuelle exige la réunion de toutes les forces disponibles, qu'il est par conséquent d'une nécessité absolue de faire contribuer tous les pays occupés aux fraix de la guerre, et donner à chacun une organisation militaire la plus conforme au soutien

de la cause générale, double but qui ne sauroit être atteint, sans un point central destiné à diriger d'après les mêmes principes l'administration temporaire de tous les pays occupés, ont jugé que les mesures suivantes arrêtées à l'unanimité rempliroient le mieux les intentions bienfaisantes des Souverains alliés.

Art. 1. Il sera établi un département central d'administration temporaire qui sera muni des pouvoirs de toutes les puissances alliées.

Art. 2. L'autorité de ce département s'étendra sur tous les pays occupés qui par les événements de la guerre se trouveront momentanément sans Souverain, ou dont le Souverain n'aura pas accédé à l'alliance contre l'ennemi commun.

Art. 3. Quant aux pays dont les Princes deviendront alliés des Puissances, il dépendra des traités à conclure avec eux de régler, en combien le département central pourra s'immiscer dans l'administration.

Art. 4. Ce cas venant à avoir lieu, un agent dépendant du département central seroit placé auprès de ces princes.

Art. 5. Les provinces autrichiennes, prussiennes; hannovriennes, et suédoises, qui, avant l'année 1805, appartenoient aux Puissances actuellement alliées, resteront exemptes de l'influence du département central.

Le grand Duché de Wurzburg comme possession de seconde géniture de la maison d'Autriche jouira du même privilège.

Art. 6. Ce département exercera ses fonctions dans les provinces occupées, moyennant des gouverneurs qui dépendront de ses ordres.

Art. 7. La direction du département central devant être confiée à un ministre sur le choix duquel les Souverains alliés conviendroient ensemble; ils ont nommé à cet effet Mr. le Baron de Stein.

Art. 8. Il dirigera son département uniquement sous sa propre responsabilité, et il pourra en conséquence établir à son choix les bureaux qui lui seront nécessaires.

Art. 9. Le département central dépendant de toutes les puissances alliées, il sera tenu de prendre leurs ordres dans les cas qui ne seroient point prévus dans l'instruction générale qui sera rédigée, et de leur rendre compte de son administration.

Art. 10. Les cours alliées s'engagent à déléguer chacune un agent suffisamment autorisé pour délibérer et décider sur tous les objets relatifs à l'administration des pays occupés.

Pour réunir ces divers délégués au quartier général de L. L. M. M. L'Empereur d'Autriche, L'Empereur de Russie, le Roi de Prusse, les

Souverains, qui ne s'y trouveront pas en personne, promettent de munir de leurs pleins pouvoirs un de leurs ministres accrédité près de L. L. M. M., afin que la marche des affaires soit simplifiée et accélérée autant que possible, et qu'elle ne puisse souffrir aucun retard par défaut d'instruction.

Art. 11. Ces délégués formeront un conseil, dont le Doyen sera le président. Le chef du département central lui adressera ses rapports et recevra de lui les réponses.

Art. 12. Les attributions principales du dit département seront :

- 1) de nommer les gouverneurs des pays occupés et les conseillers qui leur seront adjoints.

Il nommera également les agents auprès des Princes qui ont accédé à l'alliance dans le cas prévu par l'art. 4. Il indiquera ces différentes nominations aux Cours alliées.

- 2) de donner des instructions aux gouverneurs des pays occupés.

Ces instructions seront signées par le chef du département central et il ne sera tenu à les soumettre à l'approbation spéciale des puissances alliées, qu'en autant qu'elles renfermeront des points qui ne se trouveront dans ses propres instructions et facultés.

- 3) de diriger et surveiller la gestion du gouverneur et des agents.

- 4) de rappeler les gouverneurs et agents ainsi que leurs conseillers lorsqu'il le jugera nécessaire.

Les places des gouverneurs et de leurs conseillers seront toujours regardées comme des commissions temporaires et révocables d'un moment à l'autre.

Chaque nomination ou déplacement des employés précités devra être annoncée sur le champ aux Cours alliées par le département central.

Art. 13. Ces différentes fonctions seront exercées par le département central de la manière et sous les modifications suivantes.

Son activité sur un pays quelconque ne pourra commencer qu'en vertu d'un arrêté des Cours alliées. Cet arrêté fixera exactement les limites auxquelles elle devra se borner pour le moment, et désignera le nombre des gouvernements à établir.

Il présentera en même temps un plan d'administration générale du pays en question, qui s'étendra principalement sur les moyens de la défense nationale à y organiser.

Art. 14. Les prestations des provinces administrées seront partagées entre l'Autriche, la Russie et la Prusse en parties égales au taux de 150000 hommes chacune. La Suède y participera dans la proportion de 30000 hommes de troupes qu'elle fournit, la régence du pays d'Hannovre à raison

du nombre des troupes qu'elle s'engagera à mettre en campagne.

Art. 15. Les gouverneurs des pays occupés seront, autant que cela pourra se faire des militaires d'un grade supérieur.

Art. 16. Les gouverneurs exerceront leurs fonctions sous la direction du département central.

Ils se conformeront par conséquent strictement aux instructions qui leur seront données par lui.

Art. 17. Si dans les cas urgens ou imprévus ils croyoient nécessaire de s'en écarter, ils seront autorisés à agir sous leur propre responsabilité, sous l'obligation seulement d'en faire un rapport immédiatement au département central.

Art. 18. Il sera établi en principe constant que les gouvernemens laisseront subsister partout les autorités existantes et n'agiront que par elles.

Les motifs les plus importans pourront seuls justifier une exception à cette règle générale.

Art. 19. Les fonctions principales dont les gouverneurs seront chargés se réduiront aux points suivans :

- 1) de surveiller tout ce qui sera relatif, à l'entretien immédiat des armées alliées, autant qu'elles se trouveront dans les limites de leur cercle d'activité.

Le soin de pourvoir à cet entretien sera confié directement aux Intendants des armées.

- 2) de faire contribuer leur gouvernement par des fournitures ou des payemens aux fraix communs de la guerre.

A cet effet un de leurs premiers soins sera de s'assurer des moyens que possèdent leur gouvernement.

Ils en présenteront le tableau au département central et en attendront la décision.

- 3) d'activer dans les pays occupés et administrés les ressources militaires les plus efficaces et les mieux adaptées aux circonstances locales.
- 4) d'exercer une direction et surveillance générale sur l'administration des autorités du pays, d'après les principes plus haut énoncés.

Art. 20. Les appointemens des personnes qui composeront le département central, ainsi que ceux des gouverneurs, des agens et de leurs employés, y compris les fraix de bureau, seront pris sur les revenus des pays administrés.

B.

In Ansehung der Concurrenz der, der deutschen Verbündung, beitretenen Staaten zur Natural-Verpflegung der großen Armeen, welche für die Feststellung der Unabhängigkeit dieser Verbündung fechten, sind folgende Grundzüge, als den allgemeinen Ansichten entsprechend, anzunehmen:

- 1) Die drei großen Mächte, nemlich Oesterreich, Rußland und Preußen werden zur Verpflegung ihrer Heere den sechsmonatlichen Bedarf aus ihren Staaten nachschieben.
- 2) Die Wasserfrachten werden von ihnen bezahlt; wenn aber die Einladung in dem Gebiete eines verbündeten Staates geschieht, so ist dessen Regierung verpflichtet, die Gefäße gegen die in gewöhnlichen Zeiten übliche Fracht stellen zu lassen.
- 3) Wo kein Wasser-Transport möglich ist, wird das benötigte Fuhrwesen unentgeltlich gestellt und zu dem Ende werden Fuhrlinien von stehenden Wagen-Parcs angelegt.
- 4) Die Fütterung für das nachzutreibende Schlachtvieh wird gegen Quittung verabreicht, wenn aber Weideplätze angewiesen werden können, so geschieht solches unentgeltlich.
- 5) Da diese Maafregeln aber erst nach wiederaufgehender Schifffahrt und bei fahrbaren Wegen ihre

ihre volle Ausführung erhalten können, so machen die verbündeten Staaten sich anheischig, den Verpflegungsbedarf der Armee nach den jedesmaligen Forderungen der General-Intendantur, oder in dringenden Fällen und bei Marschen, nach denen der Corps-Commandanten gegen Quittung zu verabreichen, und in die zu designirenden Magazine einzuliefern.

- 6) Diese Lieferungen sollen unmittelbar nach erfolgter durch die Quittungen belegter Liquidation, in den anderweitig bestimmten Obligationen bezahlt werden.
- 7) Die Preise derselben werden nach dem Durchschnitt der in den sechs Monaten vom 1sten Juli bis den 31sten December 1813 statt gefundenen Marktpreise der größeren Städte des liefernden Staats bestimmt. Bei den kleinern Staaten werden die des Militär-Districts, zu welchem sie gehören, angenommen.
- 8) Requisitionen an Bekleidungs-Bedürfnissen werden nur in Ansehung von Schuhen, Stiefeln und Tuch zu Bekleidern, als der häufig eine augenblickliche Befriedigung heischenden Bedürfnisse, statt finden.
- 9) Sie können ebenfalls nur durch die General-Intendantur oder in außerordentlichen Fällen durch die Corps-Commandanten auf ihre Verantwortung erlassen werden, die Bezahlung da-

für wird nach der in §. 6. bestimmten Art in Obligationen nach den landüblichen Preisen geleistet.

- 10) Die Bezahlung findet für alle, seit dem 1sten November c. ausgeschriebenen Naturalien und Bekleidungs-Bedürfnisse statt.
- 11) Die Transporte, sowohl der eigenen Lieferungen, als der von rückwärts ankommenden Ausschreibungen, werden als Kriegslast unentgeltlich geleistet.
- 12) Ein jeder der Bundes-Staaten übernimmt die eigene Verpflegung seines Contingents, und sichert solche auf ein Jahr.
- 13) Zu mehrerer Bequemlichkeit und Vermeidung lästiger Transporte, wird aber die Verpflegung der Contingente, da wo sie sich befinden, auf Requisition bewirkt, und für selbige von derjenigen großen Macht, mit deren Armee sie verbunden sind, in Obligationen Zahlung geleistet; wogegen ein jeder Bundes-Staat so viel Naturalien als die einjährige Verpflegung seines Contingents beträgt, ohne Bezahlung verabreicht.
- 14) Dieses nach den Portionsätzen im Voraus zu bestimmende Quantum, wird daher von den Liquidationen der auf Quittungen gelieferten Verpflegung abgerechnet.

- 15) Die im eigenen Lande geleistete Verpflegung des Contingents und der Landwehr, kommt dabei zur Berechnung, nicht aber die der Reserven.
- 16) Wenn der Krieg nicht ein Jahr dauert, oder während desselben die Contingente auf feindlichem Territorio unentgeltliche Verpflegung genossen haben, so kommt von der Liquidation nur dasjenige Quantum in Abzug, welches der Zeit entspricht, binnen welcher die Verpflegung des Contingents hat bezahlt werden müssen.
- 17) Die großen verbündeten Mächte werden sich über die von ihnen für die Contingents geleisteten Zahlungen, und die dagegen ihnen zu Gute gekommene unentgeltliche Verpflegung, unter sich berechnen.
- 18) Wenn auf Marschen oder in Cantonirungen eine Etappen-Verpflegung statt findet, so wird sie nach beiegehendem Tarif geleistet, es wird Quittung darüber gegeben, und die Bezahlung dafür pro Tag und Kopf auf die §. 6. gedachte Weise gewährt.
- 19) Die Bestimmung des Preises erfolgt nach denen im §. 7. erwähnten Durchschnitts-Sätzen.
- 20) Wegen der Lazaretho zur Aufnahme der Kranken und Blessirten der Bundesheere sowohl als der Gefangenen, wird ein besonderes Reglement

ergehen, welches auf den Grundsatz einer Geld-Concurrenz, abseiten der verbündeten Mächte und der dem Bunde beitretenen deutschen Staaten, gebaut werden soll.

21) Denen von der Haupt-Armee getrennt agierenden Armeen werden besondere Verpflegungs-Rayons, die sich nach den Bewegungen der Armeen richten und verändern, angewiesen werden, in welchen sie nach den obigen Bestimmungen zu verfahren haben.

22) Die Verpflegung auf den Militär-Estrassen wird nach obigen Grundsätzen bezahlt.

Haupt-Quartier Frankfurt am Main
den 18. Nov. 1813.

G.

P l a n

zu einer unter den deutschen Fürsten zu schließenden Vereinigung zu Herbeischaffung der Kriegskosten.

§. 1.

Die deutschen Fürsten, welche dem Rheinbunde entsagt haben, verpflichten sich, als Bedingung der mit ihnen geschlossenen, oder zu schließenden Allianz, außer den von ihnen zu den großen verbündeten Heeren zu stellenden Contingenten, auch noch mit ihrem Credite zu Herbeischaffung der Kriegskosten mitzuwirken und diesen Credit bis zu dem Betrage der Brutto-Einkünfte ihrer Länder von einem Jahre auszuwehnen.

§. 2. Der Betrag dieses einjährigen Einkommens, wird nach den bekannten statistischen Daten angenommen oder nach einem allgemeinen Verhältniß zu der bekannten Seelenzahl ausgemittelt.

§. 3. Um diesen Credit sofort zu Bestreitung der Kriegskosten benutzen zu können, wird über die ganze Summe desselben ohne Zeitverlust eine gemeinschaftliche Haupt-Obligation ausgestellt, und vor den dazu zu ernennenden Commissarien der hohen verbündeten Mächte von sämtlichen theilnehmenden Fürsten durch ihre Special-Bevollmächtigten unter-

schrieben, sodann aber in die Hände der gedachten Commissarien an einem dazu zu bestimmenden Ort deponirt.

§. 4. Die in gedachter Obligation von Seiten der Fürsten zu übernehmende Zahlungsverbindlichkeit ist solidarisch, und dahin gerichtet, die darauf zu erhebenden oder erhobenen Summen in vier und zwanzig Terminen, von drei Monaten zu drei Monaten pro rata eines jeden Theilnehmers, binnen Sechs Jahren, a dato eines Jahres, vom Tage der Ausstellung der Obligation angerechnet, zurück zu zahlen, so daß, wenn z. B. die Ausstellung am 1sten December dieses Jahres erfolgt, der erste Termin am 1sten März 1815, und der letzte am 1sten März 1821. einfällt.

Die hohen verbündeten Mächte versehen diese Obligation mit ihrer gleichfalls solidarischen Garantie, und verpflichten sich bei dem Frieden einen besondern Artikel in dem Friedensschluß einzuschalten, wodurch wegen richtiger Zahlung der Schuld, auf das Bestimmteste vollkommene Sicherheit gegeben wird.

§. 5. Die sämtlichen Landes-Einkünfte der unterzeichneten Fürsten werden zur Special-Hypothek für die Rückzahlung bestellt, besonders aber alle Domainen und Domantial-Einkünfte, in deren Besitze sie sich befinden.

§. 6. Vorgedachte Haupt-Obligation wird in Partial-Obligationen, zu 5000, 2000, 1000, 500, 200, 100 und 50 Gulden eingetheilt, welche au porteur stehen, und Sechs pro Cent Zinsen tragen, auch zu mehrerer Beglaubigung von dazu Bevollmächtigten unterzeichnet werden. Vierteljährig wird, nach der Bestimmung des §. 4, der vier und zwanzigste Theil des Ganzen durch das Loos bestimmt, und nebst den Zinsen zurückgezahlt.

§. 7. Die sämtlichen Partial-Obligationen werden nach dem Verhältniß von fünf Sechzehntel und ein Sechzehntel zwischen Rußland, Oesterreich, Preußen und Schweden vertheilt, so daß jede der drei ersten Mächte fünf Sechzehntel und die letzte ein Sechzehntel erhält. Tritt Hannover dem Plane bei, so erhält es so viel Obligationen, als es zu seinem Antheile schafft, für sich. Eben dieses ist auf Bayern und Württemberg anwendbar.

§. 8. Die allirten Mächte verbinden sich, diejenigen Zahlungen, zu denen sie sich durch die Verträge verpflichten werden, mittelst jener Obligationen zu bezahlen.

§. 9. Es wird von den hohen verbündeten Mächten in einer, dem Kriegeschauplage nicht zu nahe liegenden Stadt, ein Comité gebildet, wobei die unterschriebenen Fürsten einige Deputirte ernennen, und welches auf die prompte Einhaltung der Termine von Seiten der unterschriebenen Fürsten

wacht. Der bei jedem dieser Fürsten von Seiten der verbündeten Mächte anzustellende Agent, wird ebenfalls zu gleichem Zwecke besonders beauftragt. Diese terminlichen Rückzahlungen können nur in den, nach den Bestimmungen der §§. 7. und 8. in Cours gebrachten Obligationen, oder in baarem Gelde geschehen. Die ausgespielten Obligationen, welche von den Inhabern unmittelbar bei dem Comitté präsentirt werden, werden in baarem Gelde ausgezahlt.

§. 10. Gegen diejenigen von den Theilnehmern, welche ihre Verbindlichkeiten nicht erfüllen, werden auf den Antrag des Comitté, sofort die nöthigen Maaßregeln ergriffen.

§. 11. Alle eingelöseten Obligationen werden durch die Comitté sofort vernichtet, und die Summe nebst den Nummern derselben öffentlich bekannt gemacht.

D.

1. Pour assurer l'indépendance future de l'Allemagne, et donner plus d'unité et de force à ses moyens militaires, il été convenu d'établir un système général pour tous les Etats de l'Allemagne.

2. Dans ce nombre on compte hors les Etats des puissances alliées, de l'Autriche, de la Prusse, de la maison de Hanovre, de la Suède, de la Bavière et du Wurtemberg, ceux de tous les Princes Allemands qui ont accédé à la grande alliance pour le but de l'indépendance de l'Allemagne, enfin ceux qui dans ce moment sont administrés pour le bien de la cause publique, comme le royaume de Saxe, le Grand Duché de Francfort, etc.

3. Dans tous ces pays on formera sans délai, à l'exemple de l'Autriche, de la Prusse, et de la Bavière, des corps de volontaires, des troupes de ligne, et une Landwehr, une réserve pour celles-ci, et de plus, dans les pays où cela sera nécessaire, un Landsturm.

4. Ces troupes ne pourront être composées que d'indigènes des pays respectifs.

5. Le nombre des troupes de ligne, de la Landwehr, et des réserves pour chaque pays, sera réglé d'après le contingent que chacun d'eux a fourni à la confédération du Rhin, en doublant

celui-ci de manière, que la première moitié formera les troupes de ligne, qui seront fournies aussitôt et le plus promptement possible, la seconde, la Landwehr qu'on se pressera également de former d'après un règlement particulier. Toutes ces troupes seront toujours maintenues au grand complet moyennant des réserves proportionnées et toutes prêtes.

6. Le Landsturm n'entrera point dans le calcul.

7. Les troupes de ligne et la Landwehr seront tenues de combattre partout où la guerre l'exigera.

8. Les troupes de la Landwehr joindront le plus tôt possible leurs corps respectifs.

9. Le Landsturm ne servira que dans l'intérieur de son pays et pour la défense de ses propres foyers.

10. Toutes ces forces seront organisées en différens grands corps.

11. Chacun de ces corps aura un Général et un Etat-Major particulier. Les fraix que causeront ceux-ci seront à la charge des Etats qui formeront les corps.

12. Chaque corps d'armée sera, le plus que faire se pourra, placé dans la proximité des Etats qui le fournissent, et mis sous le commandement général le plus rapproché d'eux.

13. Chaque pays pourvoira à l'habillement et à l'équipement, aussi bien qu'à la solde des troupes, et cela de la manière la plus prompte et la plus exacte.

14. Aussitôt que les corps se seront formés, leur approvisionnement se fera d'après l'arrangement dont on est convenu séparément; au reste chaque Etat sera tenu à fournir les trains de transport nécessaires, (*Zubehöfen*).

15. Pour éviter dès ce moment toutes méprises, les troupes des puissances alliées porteront toutes une seule et même marque distinctive, (*Geldzeichen*).

16. Les puissances alliées nommeront sur le champ des officiers qui désigneront les points et les positions qui devront être fortifiées ou retranchés pour la défense commune de l'Allemagne, et il sera procédé sans délai à leur établissement.

17. Aucun pays ne pourra se refuser à ces établissemens; ils seront tenus de pourvoir gratis aux charrois et à la main d'oeuvre. Les pays voisins seront obligés cependant de leur prêter secours pour cet effet.

18. Pour faciliter les armemens nécessaires, les puissances alliées sont convenues d'exploiter les fabriques d'armes et les moulins à poudre de l'Allemagne uniquement pour cet objet, et les établissemens de Suhl, Solingen, Herzberg, Ol-

bernhan etc. recevront les ordres nécessaires à cet effet.

19. Afin de favoriser également l'établissement de l'artillerie, les Puissances alliées sont convenues d'y assigner une partie de l'artillerie prise sur l'ennemi. Les chevaux et harnois seront fournis par les Etats et pays respectifs.

Toutes les armes quelconques que les Puissances alliées conquerront dans les places fortes de l'Elbe, seront également employées aux armemens de l'Allemagne.

E.

Frankfurth den 24. Nov. 1813.

P r o t o c o l l

über die zur Regulirung des Vertheidigungssystems von Deutschland abgehaltene Commission.

Die allerhöchsten verbündeten Mächte von Oesterreich, Rußland und Preußen haben in der Absicht, das Vertheidigungssystem des nun von der französischen Armee gänzlich befreiten Deutschlands nach bestimmten Hauptgrundsätzen zu ordnen, unter dem Vorfige des, die Haupt-Armee en chef commandirenden, Feldmarschalls Fürsten von Schwarzenberg, eine aus nachstehenden Mitgliedern zusammengesetzte Commission beauftragt.

Commissionsglieder waren:

Se. Durchlaucht Feldmarschall Fürst Schwarzenberg als Präses.

Se. Excellenz der Staatsminister Freiherr von Stein.
Se. Excellenz Fürst Volkonsky und Herr General von Volkzogen, beide Generaladjudanten Sr. Majestät des Kaisers von Rußland.

Se. Excellenz der Herr Feldmarschalllieutenant Graf Radizky, Chef des Generalstaabs der Haupt-Armee.

Herr General von Sneyenau, Chef des Generalstaabs der Königl. Preussischen Armee.

Diese haben sich über nachstehende Punkte vereinigt:

I. Es ist festgesetzt worden, außer den bereits durch den abgeschlossenen Allianz-Tractat mit Bayern, von dieser Macht aufgestellt werdenden Truppen, welche als das erste zur gemeinschaftlichen Operation mit der Oesterreichischen Haupt-Armee bestimmte Corps zu betrachten sind, aus den Staaten der deutschen Fürsten folgende Truppencorps zu formiren, und sie mit den größeren Armeen der Allerhöchsten Allirten aus dem Grunde zu vereinigen, um sie sogleich der nöthigen Hilfe an Geschütz und Cavallerie und überhaupt an allem, was zur unverzüglichen Verwendbarkeit dieser Truppen vor dem Feinde gehört, theilhaft zu machen.

II. Die Truppenzahl, die sogleich aus den deutschen Staaten außer der Armee von Bayern aufgestellt werden soll, wird folgendermaßen und im Verhältnisse der bisherigen Verpflichtungen der Bundesstaaten regulirt: *)

*) Nach denen nähern Verabredungen in der Conferenz vom 26. Nov., bei denen gegenwärtig waren der Feldmarschall Fürst Schwarzenberg, Fürst Metternich, Graf Nesselrode, Staatskanzler Freiherr von Hardenberg, Staatsminister von Stein, General von Ansebeck, und General Graf Lottum, wurden die Armeecorps: Commando folgendermaßen bestimmt:

Zweites Corps.

Unter General Wallmoden zur gemeinschaftlichen Operation im Norden

Odenburg	1500 Mann
Hannover	20,000 =
Braunschweig	6000 =
Bremen	800 =
	<hr/> 28,300 Mann

Drittes Corps.

Unter dem Herzog von Weimar, dem General-Lieutenant Thielemann und dem regierenden Herzog von Sachsen-Coburg zur gemeinschaftlichen Operation im Norden

Sachsen	20,000 Mann
Die vereinigten Herzl. Sächs. Häuser	2800 =
Schwarzburg	650 =
Anhalt	800 =
	<hr/> 24,250 Mann

Viertes Corps.

Unter Commando des Königl. Preussischen General Prinzen Ludwig von Hessen-Homburg zur ge-

- 1tes Corps, General Breda.
- 2tes Corps, General Wallmoden.
- 3tes Corps, Herzog von Weimar.
- 4tes Corps, Herzog von Coburg.
- 5tes Corps, Prinz Philipp von Hessen-Homburg.
- 6tes Corps, Kronprinz von Württemberg.
- 7tes Corps, wird in der Haupt-Armee incorporirt.

gemeinschaftlichen Operation mit der Armee des Feld-
marschalls Blücher.

Hessen = Cassel	12,000 Mann
Berg	5000 "
Waldeck	400 "
Lippe	650 "
	<hr/> 18,050 Mann

Fünftes Corps.

Unter dem Prinzen Philipp von Hessen-Homburg
zur gemeinschaftlichen Operation mit der Haupt-Armee

Würzburg	2000 Mann
Darmstadt	4000 "
Frankfurth und Isenburg	2800 "
Die Fürsten Reuß	450 "
Rassau	1680 "
	<hr/> 10,930 Mann

Sechstes Corps.

Unter Sr. Königl. Hoheit dem Kronprinzen von
Württemberg zur gemeinschaftlichen Operation mit der
Haupt-Armee

Württemberg	12,000 Mann
-----------------------	-------------

Siebentes Corps.

Zur gemeinschaftlichen Operation mit der Haupt-
Armee, unter Commando

Baden	8000 Mann
Hohenzollern	290 "
Lichtenstein	40 "
	<hr/> 8330 Mann

III.

III. Eine gleiche Anzahl, wie die vorstehend
angemessene Anzahl regulärer Truppen, werden die
deutschen Staaten an einer wohlbewaffneten Landwehr
aufstellen.

IV. Es wird festgesetzt, daß die Ratification der
Allianztractate dieser deutschen Fürsten mit den hohen
verbundenen Mächten an eben dem Tage statt habe,
an welchem das anrepartirte Truppen-Quantum voll-
kommen ausgerüstet aufgestellt seyn wird.

V. Als letzten Termin, an welchem diese Trup-
pen durchaus aufgestellt seyn müssen, wird der letzte
December d. J. festgesetzt.

Für die Landwehr wird diese Frist auf 12 Tage
verlängert.

VI. Außer diesen bewaffneten Mächten Deutsch-
lands soll noch ein allgemeiner deutscher Landsturm
nach einem besondern, von einem eignen Comité
zu entwerfenden Regulativ organisiert werden.

VII. Eben dieses Militär-Comité wird das
ganze Vertheidigungssystem von Deutschland, und
insbesondere die in dieser Absicht anzulegenden Be-
festigungen zu ordnen haben. Die Ausführung dieser
Anordnung wird von den commandirenden Generalen
der Armeen, besondern Militär-Commissärs aufge-
tragen werden.

VIII. Zur Handhabung der nöthigen Ordnung,
besonders im Rücken der Armeen, wird eine allge-
meine Armee-Polizei geordnet werden.

IX. Es bleibt zwar denen deutschen Staaten überlassen, die Befoldung ihrer Truppen nach eigenem Fuße zu reguliren, in Rücksicht der Naturalverpflegung aber wird der Grundsatz angenommen, daß diese nach jenem Fuße zu bestehen habe, welcher bei den größern Armeen eingeführt ist, mit welchen die deutschen Truppen vereinigt werden.

X. Die Benutzung der in Deutschland bestehenden Gewehrfabriken und derjenigen für blankte Waffen, so wie der Gießereien und der Pulvermühlen, überhaupt alle jener Fabriken, welche zur Ausrüstung der Truppen beitragen, soll nach einem besondern Regulativ geordnet werden.

XI. Die Verteilung der Officiersstellen bei den Truppen der administrirten Länder vom Hauptmann abwärts wird den commandirenden Generalen überlassen; über jene der Staabofficiere haben sie die Vorschläge an die betreffenden Souverains, von welchen die Gouverneurs dieser Länder aufgestellt sind, zu erstatten; so daß nach diesem Grundsatz Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich jene bei den Truppen von Frankfurth und Isenburg, und Se. Majestät der Kaiser von Rußland jene bei den Sächsischen Truppen, Se. Majestät der König von Preußen hingegen bei den Bergischen Truppen die Staabofficiersstellen zu verteilen haben.

XII. Ueber alle Bedürfnisse der Armee setzen sich die commandirenden Generale mit den resp. Landesbehörden, in Ansehung der administrirten Länder aber mit Sr. Excellenz dem Herrn Staatsminister Baron von Stein in Correspondenz. In dringenden Fällen geschieht dieses in Bezug auf Frankfurth und Isenburg unmittelbar mit dem Gouverneur Prinzen Philipp von Hessen-Homburg, für Sachsen mit dem Fürsten von Reppin, für Berg mit dem Prinzen Solms.

F.

N ^{os} .	Composition.		Force des Corps d'armée d'hommes	Commandans en Chef.	Destination.
	des Corps d'armée. hommes				
1.	Bavière		36,000	Comte Wrede	avec les Autrichiens.
2.	Hannovre *)	20,000	32,900	dans le nord.
	Brunswic	6,000			
	Oldenburg	1,500			
3.	Villes anseatiques	3,500	23,350	Duc de Weymar	dans le nord.
	Mecklenburg-Schwerin	1,900			
4.	Saxe, royaume	20,000	12,000	Pce. Elect. de Hesse	avec Blücher.
	- Weymar	800			
	- Gotha	1,100			
	Schwarzbourg	650			
	Anhalt	800			
5.	Hesse-Cassel		9,230	Duc de Cobourg	avec Blücher.
	Berg	5,000			
	Waldeck	400			
	Lippe	650			
	Nassau	1,680			
	Cobourg	400			
	Meinungen	300			
Hildbourghausen	200				
Mecklenburg-Strelitz **)	600	9,230	Duc de Cobourg	avec Blücher.	
Latus			113,480		

*) On abandonne au Pce. régent d'Angleterre de fixer les contingens d'Hannovre et de Brunswic, et de nommer le Commandant en chef.

**) Les hussards de Mecklenb. Strelitz sont déjà à l'armée de Blücher.

N ^{os} .	Composition.		Force des Corps d'armée d'hommes	Commandans en Chef.	Destination.
	des Corps d'armée. hommes				
		Trasp.	113,480		
6.	Wurzburg	2,000	9,250	Pce. Ph. de Hombourg	de avec la grande armée.
	Darmstadt	4,000			
	Francfort et Isenbourg	2,800			
7.	Les Reufs	450	12,000	Pce. Rl. de Wurtemberg	de avec la grande armée.
	Wurtemberg				
8.	Bade *)	10,000	10,330	**)	de avec la grande armée.
	Hohenzollern (Lichtenstein	290			
	Landwehr		145,060		
			145,060		
			290,120		

*) Les Badois seront commandés par le Gl. Schaeffer.

**) S. M. L'Empereur de toutes les Russies nommera le commandant.

G.

Regulativ

über die Errichtung und Unterhaltung der Lazareth
für die verbündeten Heere in den verbündeten
deutschen Staaten.

§. 1.

In jedem Militär-Arondissement, deren Deutsch-
land, mit Ausschluß der Kaiserl. Oesterreichischen und
Königl. Preussischen Staaten, sechs enthält, wird eine
eigene Lazareth-Direction niedergesetzt, welche mit
voller Verantwortlichkeit diesen Militäradministra-
tionszweig im ganzen Umfang des Arrondissements
leitet.

§. 2. Die Lazareth-Direction eines jeden Militär-
Arrondissements bildet eine eigene Lazareth-Kasse aus
den von Seiten der verbündeten Mächte zu leistenden
Beiträgen.

§. 3. Zu dem Ende zerfallen die verbündeten Mächte
in zwei Classen, deren eine die Staaten von Oesterreich,
Rußland und Preußen, und die andere sämmtliche
übrige verbündete deutschen Länder und die daraus
gebildeten sechs Militär-Arondissements in sich faßt.

§. 4. Jede dieser beiden Classen übernimmt die
Hälfte des Gesamtbetrags der zur Anrechnung kom-
menden Lazareth-Kosten, und zwar Oesterreich, Ruß-

land, Preußen unter sich zu gleichen Theilen, also
jede dieser Mächte mit einem Sechstheil des Ganzen.

§. 5. Die Concurrenz der einzelnen Militär-Ar-
rondissements sowohl gegen einander, als in sich selbst
— für den Fall daß sie mehrere Territorien in sich
fassen — wird durch den Staatsminister Freiherrn
von Stein festgestellt.

§. 6. Das Lokale, Holz und Lagerstroh werden von
dem betreffenden Arrondissement unentgeltlich herge-
geben.

§. 7. Beträchtliche Kosten verursachende häusliche
Einrichtungen werden aus der Lazareth-Casse bestritten.

§. 8. Die Anschaffung derjenigen Utensilien und
Fournitures, welche nicht durch das Arrondissement
hergegeben werden können, geschieht auf Kosten der
Lazareth-Casse. Diese bleiben also nach erfolgter Auf-
hebung des Lazareths ein Gemeintheigentum der ver-
bündeten Mächte, und werden, wenn keine andere
Bestimmung erfolgt, nach vorgängiger Genehmigung
der General-Intendantur verkauft.

§. 9. Die Verpflegung der Kranken, und der ganze
innere Haushalt in den Lazarethen, geschieht nach den
Vorschriften eines besonders erscheinenden Feld-Laza-
reth-Reglements.

§. 10. Für die Kranken-Verpflegung, mit Inbegriff
der Medicamente, für die Ausbesserung und Reinigung
der Utensilien und Fournitures, für die Stellung der
Krankenwärter, kurz für alle und jede vorkommende

Nebenausgaben, nimmt jedes Arrondissement einen Entrepreneur, gegen eine für den Kopf und Tag zu bestimmende Vergütung an, und zwar dergestalt, daß derselbe sich bereit hält, bei der ersten Aufforderung sogleich die Verpflegung anzutreten.

§. 11. Die Befriedigung des Entrepreneur geschieht aus der Lazareth-Casse des Arrondissements. Der darüber abzuschließende Contract wird dem Herrn Staatsminister, Freiherr von Stein zur Genehmigung vorgelegt.

§. 12. Der Befehl zur Errichtung von Lazarethen geht von dem kommandirenden General, oder der General-Intendantur aus. Tritt der erste Fall ein, so muß die Lazareth-Direction davon sogleich der General-Intendantur Anzeige machen.

§. 13. Die Anstellung des ärztlichen und chirurgischen Personals wird durch die Lazareth-Direction besorgt. So weit die Umstände es verstaten, werden Feldärzte zur Aushilfe gegeben werden.

Die Lazarethe der Oesterreichischen Armee werden durch die eigenen Feldärzte und Wundärzte versehen. Sobald es die Umstände erfordern, wird ihnen aus dem Militär-Arrondissement die Aushilfe mit Civilärzten und Wundärzten geleistet.

§. 14. Die Lazareth-Direction veranlaßt für jedes Lazareth die Ernennung eines Kommandanten, mit Zuordnung einer hinlänglichen Mannschaft, zur Aufrechterhaltung einer guten Disziplin im Innern des

Hauses. In der Regel ist hiezu Landwehr, oder die Gensd'armie des Landes in Thätigkeit zu setzen.

§. 15. Jeder der verbundenen Mächte ist es frei gestellt, einen Offizier in das Lazareth zu kommandiren, um von der guten Verpflegung ihrer Kranken Ueberzeugung zu nehmen, durch ihn die Aufsicht über die Armatur und Montirungsstücke führen, und die Abführung der Reconvalescenten zu ihrer Bestimmung besorgen zu lassen. Eben dieser Offizier fertigt für seine Behörde die Ab- und Zugangs-Listen, so wie die sonstigen Rapports.

§. 16. Die Reconvalescenten werden bei ihrer Entlassung aus den Lazarethen mit den nothwendigsten Bekleidungsstücken versehen, wenn ihnen solche fehlen sollten, und zwar auf Kosten der Lazareth-Casse.

§. 17. Die bei den Evacuationen der Lazarethe und sonst erforderlichen Krankenfuhrer, werden von dem Arrondissement innerhalb seiner Grenzen gestellt, und zwar unentgeltlich.

§. 18. Da es nicht zu vermeiden ist, daß ein Arrondissement einen unverhältnismäßigen Aufwand für die Krankenpflege zu machen hat, während das andere davon mehr oder minder verschont bleibt, so wird alle Monate eine Ausgleichung der Lazareth-Cassen unter sich vorgenommen werden.

§. 19. Als Prinzip der Ausgleichung wird angenommen, daß die Last der Krankenpflege nach Maßgabe der Bestimmung §. 4. getragen werden soll.

§. 20. Zu dem Ende sendet jede Lazareth-Casse alle Monate einen Abschluß über Einnahme und Ausgabe, mit einer nach den verschiedenen Mächten, abgeforderten Nachweisung der Verpflegungstage, an den Herrn Staatsminister Freiherrn von Stein, von welchem alsdann die weitem Anordnungen ausgehen werden.

§. 21. Auch im Laufe dieser Frist wird der Herr Staatsminister Freiherr von Stein, wenn Umstände es nöthig machen, Hilfszahlungen aus einer Lazareth-Casse in die andere disponiren.

§. 22. Der Beitrag aller Ausgaben, durch die Zahl der Cassen getheilt, weist den Antheil nach, mit welchem jede derselben zu den Ausgaben beizusteuern hat, und bei einer Vergleichung dieses Antheils mit den wirklichen Ausgaben vermittelt sich dann sehr leicht, ob die in Rede stehende Casse Vorschüsse an andere zu erstatten hat, oder Ersatz von ihnen verlangen darf.

§. 23. Die Lazareth-Direction eines jeden Arrondissements sendet von 10 zu 10 Tagen einen Rapport über die Krankenzahl in ihrem Bezirk, nach den verschiedenen Mächten, zu welchen sie gehören, abgesondert, an die General-Intendantur, so wie auch einen Extract über Einnahme und Ausgabe der Lazareth-Casse monatlich.

§. 24. Von diesen bei der Krankenpflege der verbündeter Mächte, als Regel feststehenden Bestimmungen, finden Rücksicht der Kaiserl. Oesterreichischen Ver-

wundeten und Kranken theilweise Abweichungen Statt.

§. 25. Oesterreich übernimmt nemlich für seine Kranken eigene Lazarethe zu errichten, und die Direction derselben durch eigene Beamte zu führen.

§. 26. Jedoch finden die Bestimmungen in den §. §. 6. 7. 8. 17. auch auf diese Oesterreichischen Lazarethe Anwendung.

§. 27. Die übrigen Kosten der Krankenpflege — §. §. 10. 13. 16. — werden von Oesterreich aus eigenen Mitteln vorgeschossen, wogegen selbiges von der vorschussweisen Einzahlung von Beiträgen zu den Lazareth-Cassen §. 2. befreit bleibt.

§. 28. Monatlich wird von Oesterreichischer Seite eine summarische Nachweisung der in diesem Zeitraum in seinen Lazarethten verpflegten Kranken und Verwundeten dem Staatsminister Freiherrn von Stein übergeben.

§. 29. Oesterreich erhält für die Verpflegung seiner Kranken, aus den allgemeinen Fonds, für den Kopf und Tag eine Vergütung.

§. 30. Um diese zu ermitteln, wird monatlich durch Gegeneinanderhaltung der der gesammten Lazareth-Cassen erwachsenen Ausgaben, und der Zahl der dafür verpflegten Kranken, nachgewiesen, wie hoch die Ausgabe sich für den Kopf und Tag belaufen hat, und eben dieser Satz dienet zum Maasstab der Entschädigung für Oesterreich.

§. 31. Durch Zusammenziehung der von den Lazareth-Cassen getragenen Ausgaben und der an Oesterreich zu zahlenden Entschädigung, wird die Summe der Unkosten für die Krankenpflege constituirte. Da nun Oesterreich mit einem Sechstheil dazu konkurriren wird, so ergibt sich aus einer Vergleichung dieses Antheils mit den von seiner Seite gemachten Vorschlägen, — §. 27. — sehr leicht, ob Oesterreich in die Lazareth-Cassen zuschießen muß, oder Erstattungen zu verlangen berechtigt ist.

Um die Abrechnung durch ein Beispiel deutlicher zu machen, wird angenommen, daß in dem Monat N. 300000 Kranke, nach Tagen berechnet, in den Militär-lazarethen der Arrondissements durch die Lazareth-Cassen verpflegt worden sind, und die Ausgabe der Letztern die Summe von 150000 Rthlr. ausmachen; dies würde für den Tag und Kopf 12 Gr. betragen. Es wird ferner angenommen, daß Oesterreich in eben diesem Zeitraum in seinen Feldlazarethen 50000 Kranke verpflegt hat, wofür die Kosten, nach dem angenommenen Maßstab mit 25000 Rthlr. zum Anschlag kommen. Das von Oesterreich zu tragende Eine Sechstheil der Gesamtkosten der Krankenpflege würde also 19166 $\frac{2}{3}$ Rthlr. ausmachen, und da diese Macht bereits einen eignen Aufwand von 25000 Rthlr. nachgewiesen, so würde sie also noch einen Zuschuß von 4166 $\frac{2}{3}$ Rthlr. zu leisten haben.

H.

Nachträgliche Bestimmungen

über die Ausführung des Regulativs wegen der Lazareth-Anstalten für die verbündeten Armeen in Deutschland.

1. Die sechs Arrondissements von Deutschland, in deren jedem eine eigene Lazareth-Direktion niedergelegt wird, werden in folgender Art gebildet:

- a) Bayern mit seinen Provinzen.
- b) Württemberg, Baden, Hohenzollern u Lichtenstein.
- c) Würzburg, Hessen-Darmstadt, Frankfurt und Jfenburg.
- d) Hessen-Cassel, Nassau, Berg, Waldeck und Lippe.
- e) Hannover, Oldenburg, Braunschweig, Mecklenburg, Schwerin und Strelitz, und die Hanse-Städte.
- f) Das Königreich Sachsen, sämmtliche Herzoglich Sächsische Länder, Anhalt, Schwarzburg u. Meuß.

2. Jede Lazareth-Direktion besteht aus einem Militär, einem ökonomie- und geschäftskundigen Manne und einem Arzt.

3. Die Mitglieder werden gemeinschaftlich von den Staaten ernannt, welche zu den Arrondissements gehören.

4. Die Direktion erwählt sich aus den Einwohnern des Ortes eine angemessene Zahl von Ehren-Mitgliedern, welche freiwillig sie in ihrer Amtsvorrichtung unterstützen.

5. Ein gleicher Verein wird an jedem Orte gebildet, wo sich Lazarethe befinden.

6. Die Direktion nimmt da ihren Sitz, wo sich die Hauptlazareth befinden.

7. Die deutschen Bundesstaaten bringen die sie betreffende Hälfte der General-Kosten nach der Stärke des Truppen-Contingents auf, welches jeder conventionsmäßig zu stellen hat.

8. Da jedoch Hessen-Cassel verhältnismäßig ein stärkeres Contingent gestellt, als die übrigen Staaten, so wird es nur nach dem Verhältnis von 20,000 Mann zur Concurrenz gezogen, oder zwei Prozent der ganzen Bevölkerung.

9. Die gemeinschaftliche Lazareth-Verwaltung nimmt mit dem ersten Jänner 1814 ihren Anfang.

10. Die Central-Verwaltung, welcher sämtliche Lazareth-Directionen in Hinsicht dieses Gegenstandes untergeordnet sind, wird dem Herrn Grafen von Solms-Laubach zu Frankfurth am Main übertragen, unter der obern Leitung und Aufsicht des Herrn Staatsministers Freiherrn von Stein.

11. Die Beiträge werden von den einzelnen Staaten direkte an diejenige Lazareth-Directions-Casse gezahlt, welcher solche zugewiesen worden, und bei der Central-Behörde die Buchhalterei über das Ganze geführt.

12. Da die Ausgaben sogleich ihren Anfang nehmen, die Berechnung und Erstattung derselben aber erst nach Verlauf des Monats erfolgen kann, so wird ein eiserner Vorschuß von 750,000 Thl. zusammengebracht, und den einzelnen Lazareth-Directionen nach Verhältnis zugetheilt, wovon jedoch die Kaiserl. Oesterreichische Rate wegfällt, da die Lazareth dieser Macht besonders verwaltet werden.

I.

Principes Généreaux

sur l'organisation des autorités administratives des provinces françoises occupées par les troupes alliées.

I. Plusieurs provinces françoises ayant été occupées par les troupes alliées, il est urgent d'établir des autorités administratives, de la police et des impôts.

II. Les provinces françoises occupées seront administrées en chef par le departement central établi par la convention de Leipzig le 21. Octbr. 1813. et des gouverneurs généraux nommés par lui.

III. En formant l'arrondissement de chaque gouvernement, on aura égard:

a) a ce que les districts, dont il se compose, faisant partie ou

1) de l'Allemagne,

2) de la Belgique,

3) de la Suisse,

4) de l'ancienne France avant l'acquisition de l'Alsace.

b) Aux lignes d'opération des différentes armées, qui partent ou du haut-Rhin comme Basle, ou du Rhin-moyen comme Mayence, Coblenze ect. ou du bas-Rhin et de la Hollande.

IV. Plusieurs départements peuvent être réunis sous un même gouvernement comme ils n'ont qu'une étendue et une population très bornée; on obtiendra par cette réunion plus de simplicité et d'uniformité dans la marche des affaires et une épargne des fraix d'administration.

V. D'après les §. 3. et 4. on formera pour le présent les gouvernement suivans:

- a) le gouvernement général du haut-Rhin. Il sera composé des départements françois du haut- et du bas-Rhin. Le siège du gouverneur est pour le présent à Colmar; celui du commissair du gouvernement (vide §. VIII. b.) à Hagenau.
- b) le gouvernement général du Rhin-moyen. Il sera formé des départements du Mont- tonnère, de la Saire, et du Rhin et Moselle. Le siège du gouverneur général est à Trêves; ce- lui du commissaire du gouvernement pour le départ. du Rhin et Moselle à Coblenze, et ce- lui du commissaire du gouvernement pour le département du Mont- tonnère à Creutznach.
- c) le gouvernement général du bas-Rhin sera composé des départements de la Roer, de l'Ourthe et de la Meuse inferieure. Le siège du gouverneur est à Aix-la-Chapelle, celui des commissaires du gouvernement à Ma- stricht et Lutlich.

d) le

d) Le gouvernement général pour les provinces suisses réunis à l'empire françois, se compose de Biennue, Porentruit; on y joindra le departement du Jura, du Doubs, de la haute Sa- one, et des Vosges; le siège du gouverneur sera à Vesoul. Le Vallois et Genève sont considérés comme republiques indépendan- tes etc.

VI. Les fonctions principales du gouverneur général sont:

- a) la perception et l'emploi des révenues des provinces occupées au profit des puissances alliées;
- b) la fourniture des differents objets nécessaires pour l'armée en concurrence avec les Inten- dans généraux;
- c) la police, dont le but principal est de veiller à la sureté de l'armée, et de conserver des communications libres entre l'armée et les re- serves.

VII. Pour l'accomplissement de ce plan le gouverneur général

- 1) formera un conseil de gouvernement composé:
 - a) d'un secrétaire général, qui doit être un homme, dont les principes et l'attachement à la bonne chose sont au dessus de tout soupçon, ou un employé au service d'une des puissances alliées;

- b) d'un conseiller de préfecture de chacun des départements, qui forment le gouvernement général; en le nommant il faut particulièrement avoir égard à ses principes politiques;
- c) d'un militaire de la grande armée, qui ait connoissance de l'organisation et de l'administration de cette armée.
- 2) Le gouverneur général nommera des commissaires du gouvernement dans chaque siège du département qui a été réuni et qui fait partie du gouvernement général, auxquels sera confié la surveillance des différentes autorités; ils soigneront l'exécution des ordres du gouverneur.
- 3) On nommera un commissaire de l'armée. Celui-ci est l'organe intermédiaire entre la grande armée et le gouverneur général, et prend par ordre de ce dernier, des mesures administratives, pendant que l'armée avance.

S'il sera quelquefois nécessaire d'avoir de commissaires particuliers dans les sous-préfectures, par rapport à quelques importantes fabriques, ou domaines du gouvernement, ou par rapport à de fortifications, alors la nomination de ces commissaires sera faite par le gouverneur général d'après les circonstances. Pour conserver la tranquillité intérieure dans

le pays et la surêté contre l'ennemi, il sera employé un nombre suffisant de troupes et organisé des gardes de police.

VIII. La formation des gouvernements généraux énumérés concerne seulement les provinces déjà en grande partie occupées.

Les gouverneurs feront accompagner les armées à mesure, qu'elles avancent, par un commissaire (voy. §. VII. no. 3.) chargé d'administrer provisoirement les départements voisins, jusqu'il soit gagné assez de pays pour former un nouveau gouvernement général. L'administration provisoire sera exécuté d'après les ordres du général en chef ou de l'Intendant général.

Conformement à cela :

- a) le Feld-Maréchal prince Schwarzenberg aura auprès de lui les commissaires de la part du gouverneur général du haut-Rhin, et des provinces suisses, réunis à l'empire françois;
- b) le Feld-Maréchal Blücher un commissaire du gouverneur général du Rhin-moyen;
- c) le chef de l'armée sur le bas-Rhin un commissaire du gouverneur général du bas-Rhin.

IX. Les principes de l'administration sont :

- 1) pour ce qui concerne la police. La haute police secrète est nécessaire. Dans les provinces allemandes il faut employer des individus qui sont portés pour les intérêts de l'al-

lemagne, et dans les provinces françoises ceux, qui sont mécontents du gouvernement actuel.

Il faut prendre des précautions particulières pour ce qui concerne la gend'armérie. Les employés des grades inférieures peuvent pour la plus grande partie rester dans leurs fonctions. Quant aux officiers supérieures il faut au commencement en tirer partie et puis les éloigner.

- 2) Pour ce qui concerne l'administration des finances, on doit veiller à la perception de tous les revenus publiés et utiliser la propriété du gouvernement.

Basle ce 12. Janvier 1814.

A. Gouvernements sur la ligne de Basle à Paris.

	Nom du Gouverneur.	Population	Etendus Kylometriques quarrés
1. Haut et Bas-Rhin.	Baron de Hess, siège à Colmar, provisoirement Baron de Escherich.	444,000	5,700
		382,000	6,030
		826,000	11,730
2. Doubs, Jura, haute Saone, Vosges.	Baron d'Andlau, siège à Vesoul.	227,000	5,340
		209,000	5,200
		287,000	5,500
		308,000	6,500
		1,031,000	22,540
3. Haute Marne, Aube, Yonne, Coted'or.	Baron de Bartenstein.	225,000	6,540
		240,000	6,200
		333,000	7,740
		347,000	9,192
		1,145,000	29,672
4. Loiret, Loir et Cher, Nièvre, Allier.	N.	289,000	7,047
		211,000	6,717
		281,000	7,300
		272,000	7,400
		1,053,000	28,464

B. Gouvernem. sur la ligne du Mi-Rhin à Paris.

1. Monttonnère Sarri, Rhin et Moselle.	Conseillers d'Etat Gruner, siège à Trèves.	342,000	6,015
		219,000	6,445
		203,000	4,860
		764,000	17,520

	Nom du Gouverneur.	Popu- lation	Etand. Kyl. quarr.	
2.	Meurthe, Meuse, Mosel- le, Forêts.	Mr. d'Alopaeus, siège à Nancy.	342,000	6,430
			275,000	6,275
			353,000	6,550
			225,000	7,680
		1,195,000	26,935	
3.	Marne, Seine et Marne, Ais- ne, Ardennes.	N. siège à Chalons.	319,000	8,480
			298,000	6,127
			430,000	7,422
			264,000	6,242
		1,311,000	28,271	
4.	Seine et Oise, Oise, Eure et Loire.	N. N.	429,000	6,880
			360,000	6,082
			260,000	6,152
			1,058,000	19,114

C. Gouvernem. sur la ligne du Bas-Rhin à Paris.

1.	Roer, Ourthe, Meuse infé- rieure.	Sack, Conseiller d'Etat privé, siège, Aix-la- Chapelle.	516,000	6,697
			515,000	4,002
			232,000	3,622
			1,061,000	14,321
2.	Sambre et Meuse, Dyles, Jemeppe.	Baron de Horst, à Bruxelles.	166,000	4,605
			364,000	3,163
			412,000	3,865
			942,000	11,635
3.	Nord, Pas de Calais.	N. siège à Amiens.	774,000	6,030
			565,000	7,042
			1,339,000	13,072
4.	Somme, Seine inférieure.	N. N.	465,000	6,512
			42,000	6,372
			1,107,000	12,884

K.

E x t r a i t

de la convention militaire, conclue à Paris,
le 28 Mai 1814.

1. Les réquisitions de vivres et boissons, venant à cesser; le gouvernement français se charge de faire fournir, avec la plus stricte régularité, les subsistances nécessaires à toutes les troupes, sans exception dans toutes les villes, et autres endroits où elles se trouvent logées ou cantonnées, ainsi que pendant les marches et les jours de repos. Ces fournitures de subsistances pour les troupes seront faites, ou par étapes de la part des habitans du pays, ou au moyen de magasin à établir dans les lieux d'étapes qui devront être désignés.

Dans le premier cas, ces fournitures seront réglées entre les commissaires que le gouvernement français nommera et les intendances générales de chaque puissances; et dans le second cas, le tarif ci-annexé servira de base pour les distributions de subsistances à faire aux troupes.

Les fourrages et la paille nécessaires pour les chevaux de trait et de cavallerie, seront fournis de la même manière d'après ce tarif.

Dans tous les endroits qui ont souffert par les fréquens passage, ou par le séjour des troupes, le gouvernement français fera fournir, non seulement la paille nécessaire pour les chevaux, mais aussi une quantité suffisante pour le couché des troupes.

2. Il sera remis, de la part de chaque puissance aux commissaires du gouvernement français, des tableaux qui désigneront les jours de marche et de repos de chaque corps de troupes, ainsi que le nombre d'hommes et de chevaux; d'après lequel les magasins d'étapes devront être établis et suffisamment fournis de subsistances, de fourrages et de paille, afin que ces troupes puissent être pourvues de tous ce qu'elles peuvent exiger, d'après les tarifs et réglemens.

Il sera aussi fourni dans chaque lieu d'étapes, un nombre suffisant de voitures pour le transport des effets militaires, ainsi que des soldats fatigués ou malades.

3. De distance en distance, c'est-à-dire dans chaque troisième ou quatrième station d'étapes, il sera établi un dépôt pour y recevoir au moins cent cinquante à deux cents malades, blessés ou convalescens, lesquels dépôts devront être adaptés à y recevoir, en cas de besoin, un plus grand nombre d'individus; les voitures nécessaires pour leur transport seront également fournies par les habitans du pays, et à défaut de moyens de ceux-ci, le gouvernement français y fera suppléer par des entrepreneurs, ou de telle autre manière qu'il trouvera convenable.

Ces dépôts seront placés dans un ou plusieurs bâtimens, et ils devront être fournis de tout ce qui est nécessaire, tant pour la subsistance que pour le traitement de ces malades, blessés ou convalescens: à cet effet, il sera formé, dans chaque dépôt, un magasin de comestibles et de boissons, ainsi que de tout ce qui est nécessaire pour leur

traitement, le tout de très bonne qualité. Ce magasin devra être approvisionné au moins pour huit jours, et de quatre en quatre jours les objets consommés devront être remplacés.

Les médecins, les chirurgiens et les gens de service devront y être établis par les autorités locales ou les plus voisines.

4. Le gouvernement français se charge de même de l'entretien de tous les hôpitaux actuellement existant, et de les fournir de tout ce qui est nécessaire pour le traitement et la nourriture des malades et blessés, sur le pied fixé par les réglemens militaires des différentes troupes alliées.

Le service de plusieurs hôpitaux n'ayant pas été fait avec les soins qu'exigeoit la conservation des blessés et des malades, on a dû y faire suppléer par des entrepreneurs.

Les livraisons de ceux-ci devant être payées, au moyen de réquisitions particulières en argent, pour remplacer celles en nature, il sera fait de ce chef un décompte qui sera liquidé entre des commissaires français, et ceux que les puissances alliées dénommeront à cet effet, et le montant de ce décompte, ainsi liquidé, sera ensuite payé par le gouvernement français.

Tous les hôpitaux seront entretenus de la manière indiquée ci-dessus, aussi long-tems qu'il s'y trouvera des malades ou blessés des troupes alliées. Chaque hôpital aura un directeur français et les autres employés nécessaires pour le service, et des commissaires seront désignés par les puissances alliées, pour y surveiller le traitement et la nourriture des malades et blessés.

Il sera établi en outre des dépôts pour y rassembler les convalescens à leur sortie des hôpitaux, et le gouvernement français se charge de les y faire nourrir et traiter, de manière à accélérer leur prompt rétablissement; après quoi, on en formera des transports de trois à quatre cents hommes, qui seront dirigés sur les routes d'étapes, munis de voitures en nombre suffisant, tant pour faciliter la marche aux plus foibles, que pour le transport de leurs armes et effects. Le gouvernement français se charge en général de faire procurer à ces transports, toutes les facilités et tous les secours qui pourront contribuer au soulagement et à la santé des convalescens.

Dans chaque hôpital, il sera formé un petit magasin de souliers et bottes, chemises, caleçons, culottes, gilets à manches et capottes, pour en fournir à ces convalescens suivant leurs besoins.

5. Les officiers d'état-major et les chirurgiens en chef des armées alliées, resteront en France pour exercer la surveillance sur tous les hôpitaux, et pour faire fournir aux malades, blessés et convalescens, tout ce qui est fixé par les réglemens militaires. Un général de chaque puissance aura la surveillance en chef de toute cette partie du service des armées, et le gouvernement français désignera les autorités locales et centrales auxquelles ces généraux, ainsi que les officiers d'état-major, pourront s'adresser pour tout ce qui concerne les hôpitaux et dépôts de convalescens.

Le gouvernement français s'engage de plus à faire droit, dans le plus court délai, aux plaintes

et aux réclamations qui pourront être faites relativement au service dans ces établissemens.

Tous les officiers, militaires, employés et gens de service qui resteront en France, tant pour les hôpitaux, que pour régler tout ce que la marche des troupes, ou d'autres commissions militaires pourront encore exiger, y conserveront les logemens et traitemens militaires qui leur compètent.

Le gouvernement français nommera des commissaires chargés d'accompagner chaque colonne de troupes, et ces commissaires veilleront à ce que toutes les fournitures stipulés, ainsi que tout ce que le service des puissances alliées exigera durant leur marche, soient ponctuellement exécutés.

6. Les puissances alliées se sont chargées, selon l'usage établi de tous tems, de faire transporter les prisonniers français qui se trouvent dans leurs états, jusqu'au frontières de leurs empires; et de leur fournir, jusque-là, la nourriture et les traitemens stipulés.

Le gouvernement français enverra, en conséquence, des commissions pour faire recevoir les prisonniers dans des villes à désigner, à la frontière de chaque empire, et pour les faire conduire ensuite en France à ses frais. Les puissances alliées en agiront de même à l'égard des officiers et soldats de leurs troupes, qui étoient prisonniers en France.

7. Dans le cas où il y auroit lieu à interpréter les diverses dispositions qui précèdent, toutes les interprétations seroient en faveur des troupes alliées.

8. Les sels, tabacs, effets militaires de toutes espèces et tous autres, y comprise ceux des subsistances qui se trouveront encore existants dans les magasins français, seront remis immédiatement, et sans le moindre délai, aux agents du gouvernement français.

Toutes fois il est bien entendu, d'un côté, que toutes ventes d'objets saisis dans les magasins, si les dits objets en sont sortis, recevront, au profit des alliés, leur plein et entier effets.

Et d'un autre, que les magasins de subsistances bien qu'ils soient remis aux agents du gouvernement français, n'en pourront pas moins être employés, pour assurer la subsistance des troupes alliées, tant qu'elles seront sur le territoire français.

9. Le paiement de vingt-cinq millions se fera à Paris, entre les mains des personnes qui seront désignées par les puissances alliées.

Die

Central-Verwaltung

der

Verbündeten

unter dem

Freiherrn von Stein.

[Berlin]
Deutschland 1814

71
1.
21